



Les Lilas, le 12 novembre 2018

COMMUNIQUE DE LA FSU

Non au démantèlement du service public de la route

Le 19 juin dernier, les ministres Darmanin (action et des comptes publics) et Borne (transports) ont confié une mission à l'Inspection Générale des Finances et au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable : rédiger un rapport sur l'évolution du réseau routier national non concédé.

Les objectifs sont clairement un désengagement des services de l'État. Et la lettre de mission insiste sur deux pistes de réforme de la gestion du réseau : décentralisation accrue et externalisation renforcée. Elle exprime clairement l'objectif visé : la réduction de la masse salariale des DIR !

La FSU s'oppose fermement tant à la création d'un établissement public qu'au transfert de tronçons du réseau aux sociétés autoroutières. La FSU s'oppose également à l'accroissement de l'externalisation dans le but de faire baisser la masse salariale des DIR et demande au contraire le renforcement de nos services pour qu'ils puissent répondre aux exigences de l'entretien routier et ainsi offrir un service public de qualité à nos concitoyens.

Le 5 novembre dernier, la FSU a écrit à la ministre afin de la rencontrer au plus vite. Nous voulons connaître les premières orientations du rapport, ainsi que celles qu'elle entend reprendre. Nous ne manquerons pas de vous les transmettre.